



SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES

Monsieur le président du CTL , vous avez convoqué, ce jour , les élus des organisations Syndicales pour leur présenter le volet emplois et nous annoncer la perte d'un emploi C sur le département de la Haute-Loire et un total de 1 500 au niveau national.

Ces pertes d'emplois viennent s'ajouter à celles des années précédentes avec à chaque fois les mêmes conséquences : dégradations des conditions de travail des agents, de la qualité du service public.

Les Organisations Syndicales ont dénoncé d'une seule voix le Nouveau Réseau de Proximité et vous ont averti sur la précipitation de sa mise en place, et exigé le retrait de ce projet moribond.

A chaque fois , suite au boycott du 1^{er} CTL, notre direction à convoquer à nouveau cette instance, sans aucune modification de son projet , sans prendre en considération les interventions des représentants du personnel lors des CTL précédents.

Est-ce cela , le dialogue social affiché par la DGFIP ?

Vous vous êtes obstiné à passer en force toutes les restructurations au 1^{er} janvier, ignorant nos réticences et avertissement. Ce faisant, vous avez sciemment mis les agents dans une situation extrêmement difficile. A votre optimisme béa, tel un candide bien heureux pour qui tout va bien dans le meilleur des mondes, succède aujourd'hui la réalité des agents de terrain. Ces derniers sont confrontés aux problèmes engendrés par ces réorganisations. Auxquels s'ajoutent les problèmes liés à la crise sanitaire :

- Des services créés au 1er janvier, mais qui ne sont pas prêts à fonctionner ;
- Des habilitations qui sautent, et qui ne sont pas remises en temps et en heure ;
- Des agents nouvellement arrivés dans des nouveaux services pour lesquels ils ont besoin de formation. A qui, crise COVID et télétravail obligent, ont demandé de télé-travailler pour leur ancien service !!! Sans habilitation...

Nous en passons et des meilleurs. Désormais les agents n'ont plus la capacité de réaliser l'intégralité de leurs tâches mais doivent « prioriser » au détriment du service public. Les retards s'accumulent dans nombre de services sans espoir d'amélioration puisqu'il y a fort à parier que les prochaines années ressembleront aux précédentes, à savoir la suppression de nouveaux postes. Nous ne nous leurrerons pas. Restructurations, réorganisations, relocalisations ne sont qu'un moyen de gérer la pénurie d'agents en espérant la dissimuler du voile pudique des nouvelles structures.

Tout ceci conduit à des situations ubuesques dans tous les services. Il s'agirait d'un script d'un film comique, cela serait vraiment drôle tellement tout est gros... Malheureusement c'est la réalité que vive les agents !

Notons au passage l'énorme travail accompli par les agents du service logistique et de la CID. Au détriment de la santé des agents du service logistique, qui dans un rythme effréné, ont enchaîné les déménagements. A ce propos, nous attendons toujours les déménageurs dont vous aviez parlé ! Mais aussi au détriment des missions des agents de la CID, qui ont mis en arrière plan les missions de leur direction pour réaliser au mieux les transferts informatiques que vous leur imposez de faire. A ce titre d'ailleurs, ils attendent toujours la réunion que vous vous étiez engagé de faire avec eux !

Et dans ce contexte déjà anxiogène et difficile d'un point de vue organisationnel pour les agents et chefs de services, nous est annoncé la suppression d'un poste C.

Il est de bon ton de nous dire qu'il vous serez plus agréable de nous annoncer des ouvertures de postes que des fermetures. Il est surtout de votre devoir et de votre responsabilité d'exiger la création d'emploi dans notre département.

Les Organisations Syndicales ne peuvent accepter une fois de plus ces pertes d'emplois supplémentaires , c'est pourquoi nous élu (e)s des personnels boycottons cette première convocation sur le volet emplois.

C'est pourquoi, unanimement, nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et un recrutement massif d'agents afin de mener à bien les missions qui nous sont dévolues, et ainsi pouvoir délivrer un vrai service public digne de ce nom.

Nous exigeons l'arrêt des fermetures de centres, et des restructurations.